



Contre-jour

Roumanie

Tensions sociales et contrecoup de la guerre en Yougoslavie

par Antonela Capelle-Pogácean

à l'automne 1996, c'est avec espoir que l'opinion roumaine a accueilli la victoire des forces de l'opposition aux élections législatives

et présidentielle. La première alternance démocratique depuis la chute du régime Ceausescu traduisait un désir de changement, dont la nature toutefois restait confuse, hormis l'attente de plus de prospérité et de plus de moralité dans la vie publique.

Les chrétiens-démocrates et les libéraux réunis dans la Convention démocratique roumaine (CDR), les sociaux-démocrates de Petre Roman (PD) et les représentants de la minorité hongroise (UDMR)¹ ont formé une coalition qui a, dans un premier temps, décliné ce thème du changement sur un registre moral. Elle s'est engagée à combattre la corruption, à éclaircir les zones d'ombre de l'histoire post-communiste. Elle s'est par ailleurs fixé comme priorité le rapprochement avec les institutions occidentales et a conduit une offensive diplomatique et médiatique visant à faire accepter la candidature roumaine à l'Alliance atlantique lors du sommet de cette organisation, en juillet 1997. Cette démarche ne reflétait pas uniquement la quête légitime de garanties de sécurité, mais comportait aussi des enjeux symboliques forts : son succès devait illustrer le changement et renforcer ainsi la légitimité des nouveaux gouvernants, il devait traduire la reconnaissance du caractère démocratique de la Roumanie et, surtout, de son identité européenne. L'opinion publique fut mobilisée – efficacement – autour de cette priorité : au printemps 1997, 82 % des Roumains soutenaient l'adhésion de leur pays à l'OTAN. Or, les chances de réussite étaient minimes.

Cette mobilisation pro-occidentale de la nouvelle majorité a eu le mérite de consommer la rupture avec les ambiguïtés de la politique étrangère de Ion Iliescu. Mais elle a conduit les autorités à reporter les réformes économiques par crainte de mouvements sociaux – il fallait éviter l'instabilité avant la réunion de l'OTAN – tout en suscitant au sein de la population des attentes excessives.

C'est dire que l'échec de cette candidature, ajouté à l'aggravation de la crise économique, a créé un climat de désillusion. Ce n'est plus seulement la performance de la coalition qui est mise en cause mais, plus inquiétant, l'efficacité du régime démocratique et l'acceptation du modèle, voire des valeurs occidentales. En novembre 1998, 51% des Roumains estimaient qu'avant 1989 « la vie était meilleure, plus sûre et plus facile »². Plus qu'une nostalgie du régime Ceausescu, ce chiffre traduit le rejet du présent et l'absence de perspectives.

Les affrontements violents qui opposent, en janvier et février 1999, les mineurs de la vallée du Jiu aux forces de l'ordre révèlent la fragilité de la démocratie roumaine ; et le débat passionnel suscité, quelques semaines plus tard, par la crise du Kosovo et le ralliement des autorités à la position de l'OTAN révélera à son tour celle de l'attachement aux valeurs fondamentales de cette démocratie.

Une économie en crise

Le mouvement des mineurs s'inscrit dans un contexte de crise. Lorsqu'il éclate, l'économie roumaine est en récession depuis deux ans. En 1998, le PIB a reculé de 7,3 % et les investissements étrangers de 18,6 %. Le taux de chômage est resté stable, autour de 9 %, mais pour augmenter de deux points en janvier 1999 : en effet, le gouvernement Vasile, confronté au spectre de l'effondrement, engage des restructurations dans l'industrie pour réduire les déficits financiers et commerciaux. La menace d'une cessation de paiement pointe à l'horizon, alors que la Roumanie doit rembourser, en 1999, 2,8 milliards de dollars. Elle a besoin du financement extérieur. Or les négociations avec le FMI, qui avait suspendu ses crédits début 1998, ont plusieurs fois échoué au cours de l'année. Il faudra attendre avril 1999 pour qu'une lettre d'intentions soit signée.

La faillite économique a plusieurs causes. L'héritage de la période communiste a été encore alourdi par la gestion du régime Iliescu, soucieux avant tout de satisfaire les intérêts d'une clientèle politique. Ce furent la « transition régressive » et le « grand partage »³. Or la coalition CDR-PD-UDMR ne renverse pas cette tendance. Sous la pression d'un appareil bureaucratique conservateur, elle offre le spectacle de luttes intestines liées à la distribution des postes de responsabilité et, plus profondément, à la difficile conciliation de visions différentes de la société. La démarche moralisatrice des chrétiens-démocrates, qui croient pouvoir traiter le communisme comme une parenthèse de l'histoire et en faire rapidement disparaître les effets, s'oppose au pragmatisme non dénué d'opportunisme des sociaux-démocrates. Victor Ciorbea, nommé Premier ministre après les élections de 1996, démissionne en avril 1998 à la demande du PD. L'Union des Magyars reste mobilisée autour des questions spécifiques de la minorité – usage de la langue maternelle dans l'administration, enseignement en hongrois, ouverture d'une université magyare –

mais ses partenaires de la coalition sont rétifs à ses demandes. Ces tensions fragilisent la coalition et favorisent l'immobilisme économique.

Un mouvement de protestation à la croisée de plusieurs logiques

Le secteur minier est concerné de près par les restructurations annoncées en décembre. La baisse de la demande intérieure et le rétrécissement du marché extérieur après la dissolution du Comecon ont entraîné une crise de surproduction. Les pertes annuelles s'élèvent à 370 millions de dollars (dont 81 millions pour la vallée du Jiu) et, cumulées depuis 1990, à 4 milliards. Le gouvernement Ciorbea avait esquissé un début de réforme à l'été 1997 : 80 000 salariés – dont 20 000 dans la vallée du Jiu – avaient été encouragés à quitter la mine en échange de primes de l'ordre de douze à vingt mois de salaire. Mais ces mesures, nonobstant le passé de dirigeant syndical de Victor Ciorbea, ne se sont accompagnées d'aucune véritable politique de reconversion sociale.

En décembre 1998, le premier ministre Vasile annonce de nouvelles fermetures de mines, trente-sept au total, dont quatre dans la vallée du Jiu où l'activité minière constitue la principale source d'emplois et où le taux de chômage, en janvier 1999, atteint 25 %. Les mineurs s'opposent à la décision du gouvernement, se mettent en grève et décident de marcher sur Bucarest pour obtenir satisfaction. Une fois de plus, ils confirment la solidité de leur organisation syndicale, tout en actualisant une tradition de révolte sociale. En 1929, le mouvement des mineurs de Lupeni se soldait déjà par plusieurs dizaines de victimes parmi les grévistes. En 1977, les mineurs mécontents de leurs conditions de travail obtenaient une négociation avec Ceausescu ; laquelle fut suivie d'une campagne de répression et du noyautage du milieu minier, tenu sous la stricte surveillance de la Securitate.

Cette tradition a été habilement instrumentalisée par Ion Iliescu en 1990 et 1991. En juin 1990, il fit appel aux mineurs pour mettre fin aux manifestations de la Place de l'Université. Venus en défenseurs de l'ordre, les mineurs firent la chasse aux intellectuels démocrates et saccagèrent les locaux des partis d'opposition et des associations civiques. En septembre 1991, le président Iliescu tira profit d'une nouvelle marche des gueules noires sur la capitale, la quatrième depuis la chute du régime communiste, pour évincer son Premier ministre, Petre Roman : le gouvernement tomba et les violences firent quatre morts et plus d'une centaine de blessés. En échange de cette complicité, les mineurs de la vallée du Jiu bénéficièrent de quelques facilités, notamment de salaires un peu moins médiocres. La protestation de janvier 1999 répond, elle, à une logique sociale : les mineurs s'opposent aux licenciements et demandent une augmentation des salaires. La misère est réelle dans la vallée du Jiu. Mais cette logique n'épuise pas la signification du mouvement.

Notons d'abord la contribution de Miron Cozma à la radicalisation du conflit. Élu en décembre 1998 à la tête de la Ligue des mineurs de la vallée du Jiu, ce personnage charismatique entend renforcer sa position à l'intérieur du syndicat, alors que des voix s'élèvent pour mettre en cause sa stratégie⁴. Surtout, il a une revanche à prendre : arrêté en février 1997, au début de la campagne de moralisation de la vie publique, pour avoir dirigé l'action des mineurs en septembre 1991, il n'a été condamné qu'à trois ans de prison, dont un an et demi avec sursis, pour troubles de l'ordre public. Cette décision a été contestée par le Procureur auprès de la Cour suprême, dont le verdict est attendu pour février 1999. Libéré depuis à peine six mois, Cozma affronte à nouveau les autorités, à la tête de 10 000 à 15 000 mineurs. Ses ambitions concourent ainsi à l'escalade du conflit. Mais le chef des mineurs bénéficie également d'un appui politique, celui des nationalistes-communistes du parti România Mare (PRM) dont il a rejoint les rangs à sa sortie de prison.

Or il y a aussi une logique politique du mouvement. Le président du PRM, Corneliu Vadim Tudor, encourage en effet une dynamique insurrectionnelle censée balayer, avec le gouvernement de Radu Vasile qualifié d'« antipopulaire et anti-national », le régime démocratique dans son ensemble. Le leader extrémiste a encore radicalisé son langage à mesure que le désenchantement gagnait la société roumaine. Fin novembre 1998, à la veille de la fête nationale, il faisait l'éloge de l'« État ethnocratique » et accusait les autorités de trahison de la patrie pour avoir coopté des Magyars au gouvernement et pour avoir accepté les « diktats de l'Occident », ceux du FMI et de la Banque mondiale sur les questions économiques, ceux de l'OTAN sur le Kosovo. Cette radicalisation a paru payer, son parti passant de 4,5 % des voix aux élections de 1996 à 18 % d'intentions de vote dans les sondages de décembre 1998 (même s'il faut tenir compte d'un taux d'indécis supérieur à 40 %). Le PRM, qui compte sur des sympathies aux ministères de la Défense et de l'Intérieur, apparaît en bonne position pour profiter d'une anarchie généralisée. Certains de ses membres rejoignent les mineurs dans leur marche sur Bucarest.

Ion Iliescu et le PDSR se montrent plus hésitants. L'ancien chef de l'État commence par reconnaître la légitimité des revendications sociales des mineurs et n'hésite pas à comparer ce mouvement à la révolte de la population contre Ceausescu, en décembre 1989 : ce faisant, il justifie implicitement les appels des extrémistes au renversement du pouvoir. Cependant, après la victoire des mineurs face aux forces de l'ordre à quelque 200 km de Bucarest, le 21 janvier 1999, le PDSR et son président, objets d'intenses efforts de persuasion de la part de plusieurs ambassadeurs occidentaux, finissent par soutenir le président Constantinescu, qui menace d'instaurer l'état d'urgence si les mineurs ne font pas marche arrière.

Alors que l'armée se déploie, le Premier ministre rencontre le leader des mineurs dans le cadre irréel, en décalage total avec la violence de la veille, du monastère de Cozia. Un accord est négocié, dont le texte n'est pas rendu public. On apprend

toutefois que le gouvernement est revenu sur sa décision de fermeture pour deux des quatre mines visées et qu'il a accepté le principe d'une augmentation des salaires ; en échange, le syndicat s'est engagé à réduire de 20 % les pertes de la compagnie des mines (le projet initial prévoyait 30 %).

Moins d'un mois plus tard, Cozma tente à nouveau de mobiliser ses compagnons, au moment où la Cour suprême rend son verdict : dix-huit ans de prison. Mais, cette fois, c'est l'échec : les mineurs sont beaucoup moins nombreux à le suivre (3 000 à 4 000, contre 10 000 à 15 000 en janvier), leur progression vers Bucarest est rapidement arrêtée par les forces de l'ordre, Cozma et deux de ses adjoints sont emprisonnés. Vadim Tudor parle de suicide politique du président Constantinescu, le PDSR menace de quitter le Parlement pour dénoncer l'autoritarisme des gouvernants et la politisation de la justice.

Quelques enseignements du conflit ou le poids de l'héritage communiste

Le mouvement des mineurs a mis en lumière la faiblesse de la démocratie roumaine et le malaise d'une société encore fortement marquée par son passé communiste. La majorité gouvernementale est sortie fragilisée d'une crise qu'elle a surmontée assez difficilement. Mais elle a su aussi, devant l'adversité, faire preuve de solidarité.

Le parti România Mare n'a pas réellement profité d'une contestation qu'il a fortement appuyée. Son extrémisme lui a aliéné une partie de l'opinion publique : sa cote de popularité est redescendue aux alentours de 10 %, ce qui certes reste élevé. Les attaques calomnieuses de Corneliu Vadim Tudor contre les autorités puis contre les fondements mêmes du régime démocratique lui ont valu, peu après l'arrestation de Cozma, la levée de son immunité parlementaire. Cela s'était déjà produit en 1996, mais il avait alors été réélu sénateur de Bucarest, retrouvant ce qu'il venait de perdre : c'est dire qu'il ne faut pas surestimer un épisode qui n'aura de véritables implications que le jour où la justice aura rendu son verdict sur les dix-sept dossiers pénaux dans lesquels il est impliqué. Son discours ultranationaliste, son instrumentalisation habile des frustrations d'une population plongée dans le marasme économique, dont certaines franges développent la nostalgie d'un régime d'ordre, sa capacité à donner de lui une image de sauveur de la nation contrastant avec une classe politique dénoncée comme corrompue, continuent à peser sur l'avenir de la démocratie.

Le PDSR a pour sa part confirmé son ambiguïté. Depuis sa défaite aux élections de 1996, il n'a connu de véritable renouvellement ni au niveau des idées, ni au niveau du personnel, hormis le départ d'un groupe rassemblé autour de Teodor Melescanu, ancien ministre des Affaires étrangères. Composite, le PDSR continue à réunir des nostalgiques gorbatchéviens d'un communisme à visage humain, des nationalistes proches du PRM, mais aussi des personnalités professant des idées social-démocrates.

La progression de sa cote de popularité en 1999 (31 % dans les sondages d'avril contre 21,5 % aux élections de 1996), année préélectorale si le calendrier est respecté, doit beaucoup à l'échec économique et social de la coalition.

Par ailleurs, le mouvement des mineurs a permis de constater les dysfonctionnements des institutions et la faiblesse de l'État de droit. Il est vrai que le verdict de la Cour suprême apparaît comme un rétablissement du droit après l'indulgence complice du premier jugement sur Cozma ; on peut estimer peu probable que le gouvernement ait exercé des pressions pour obtenir une condamnation, alors qu'il se trouvait en pleine négociation avec une délégation du FMI et avait tout intérêt à éviter de nouveaux désordres. La désorganisation des forces de police, comme la sympathie dont bénéficiait le PRM au sein du ministère de l'Intérieur, sont apparues au grand jour. Le ministre chrétien-démocrate a été obligé de démissionner et a été remplacé par le secrétaire d'État à la Défense. En somme, la justice et la police, comme d'ailleurs la plupart des institutions de l'État, n'ont été que superficiellement réformées après l'effondrement du système communiste. Les improvisations successives, les changements partiels ont rendu possibles des continuités avec l'ancien régime.

Soulignons aussi que le mouvement des mineurs a confirmé une fois de plus le trouble au sein de l'armée qui bénéficie, avec l'Église, des taux les plus élevés de confiance populaire. Après les élections de 1996, le Parquet militaire a eu le feu vert pour reprendre des enquêtes sur la responsabilité de plusieurs gradés de haut rang dans la répression de décembre 1989. Emil Constantinescu s'était engagé à faire la lumière sur les circonstances de la chute du régime Ceausescu. Mais des tensions sont rapidement apparues entre les militaires et les responsables politiques. Les premiers ont dénoncé ces investigations comme une tentative de culpabiliser une institution qui n'a fait qu'exécuter des ordres. Responsabilité individuelle et responsabilité collective étaient ainsi confondues dans un argumentaire qui éludait la question de la légitimité du régime ayant ordonné la répression. Le chrétien-démocrate Dudu Ionescu, secrétaire d'État à la Défense, lança en janvier 1998 l'idée d'une amnistie pour l'armée, qui permettrait à la fois de faire la lumière sur la chute du régime communiste et de rassurer les responsables militaires quant à leur avenir. La proposition fut mal reçue par la coalition et le malaise s'est prolongé. Or, peu après l'arrestation de Cozma, l'idée est à nouveau évoquée, soutenue cette fois par plusieurs responsables politiques, notamment les ministres de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur. On peut supposer que la hiérarchie militaire, rappelant le précédent de décembre 1989, a réclamé des garanties d'immunité lorsqu'il fut envisagé de faire donner la troupe contre les mineurs en janvier 1999. Même si la question de l'amnistie n'est pas tranchée, le seul fait qu'elle soit posée révèle le poids du passé.

Quelques remarques enfin sur les réactions de la société face au mouvement des mineurs. Un mélange de retenue et de passivité a caractérisé l'attitude de la majorité

de la population, attitude confirmée par une enquête effectuée quelques jours après la fin du conflit : 62,9 % des personnes interrogées affirmaient que, si la marche avait traversé leur commune, elles se seraient tenues à l'écart⁵. Deux minorités se sont mobilisées, l'une pour appuyer le mouvement – sous des formes diverses, la participation directe à la protestation ne constituant pas la tendance majoritaire –, l'autre pour dénoncer sa radicalisation et appeler à la défense de l'État de droit. Des manifestations réunissant quelques milliers de personnes ont eu lieu à Timisoara, Bucarest et, plus étonnant, à Rîmnicu Vilcea, près de Costesti, lieu de la victoire des mineurs. Des habitants de cette ville dominée par le PDSR, ravagée après le retrait des mineurs par quelques centaines de protestataires, se rassemblèrent pour dénoncer les destructions et la violence.

La société civile reste donc très faible, alors qu'une majorité silencieuse porte un jugement négatif sur l'ensemble de la classe politique et affirme sa préférence pour un gouvernement de techniciens.

Les incertitudes de la zone grise

Le désenchantement qui s'installe dans la société roumaine dix ans après la chute du régime communiste reflète certes le marasme économique et social, mais aussi le sentiment d'abandon d'une nation qui redoute d'être repoussée à la périphérie de l'Europe. Ce sentiment s'alimente indifféremment de réalités aussi diverses que l'avancée difficile des négociations avec le FMI, le rejet de la candidature à l'OTAN, l'exclusion de la liste des pays en négociations d'adhésion avec l'Union européenne et le maintien de l'obligation de visa pour entrer dans l'espace Schengen. Bref, l'intégration européenne semble s'éloigner et cela contribue au découragement, voire à la montée des sentiments anti-occidentaux. L'enthousiasme initial des Roumains pour l'intégration euro-atlantique – 80 à 90 % de la population se déclaraient favorables à l'adhésion à l'Alliance atlantique et à l'Union européenne en 1996, plus que dans aucun autre pays de l'Europe médiane – reposait sur de fortes motivations économiques. Avec le temps et quelques illusions perdues, ce taux a baissé, même si, au printemps 1999, l'aspiration à l'adhésion aux deux organisations reste majoritaire⁶.

En revanche, l'appui par Bucarest de l'intervention de l'Alliance au Kosovo est désapprouvé par la majorité de la population et risque de fragiliser encore la coalition. Le discours de l'opposition, du PDSR notamment, critiquant les illusions et le suivisme du gouvernement à l'égard de l'Occident, est en consonance avec l'opinion ; d'autant que cette réserve n'empêche pas le PDSR de réaffirmer la nécessité de l'intégration européenne et atlantique, fidèle en cela à la tradition d'une diplomatie qui louvoie, depuis le XIX^e siècle, entre les puissances – tradition dénoncée par le président Constantinescu.

La population, elle, est inquiète. La proximité de la guerre fait peur et favorise les rêves de neutralité, sur fond de frustrations anti-occidentales. Le débat public est passionnel et confus, les discours s'enflamment au point de rappeler les polémiques violentes de 1990 et 1991, sans guère mobiliser, d'ailleurs, de larges masses : les bombardements aériens de l'OTAN sur la Serbie n'ont pas suscité de grandes manifestations. Enfin, les clivages politiques habituels apparaissent brouillés, des intellectuels proches de l'actuelle coalition pouvant utiliser les mêmes arguments que le PDSR pour contester l'opération militaire en Yougoslavie. Les références invoquées par les opposants à l'intervention sont souvent l'amitié historique avec les voisins serbes et la solidarité orthodoxe. Remarquons à ce propos une certaine retenue de la hiérarchie orthodoxe, certes pro-serbe, mais qui garde une distance par rapport au débat et, plus encore, esquisse une ouverture vers le catholicisme et l'Occident en recevant le Pape à Bucarest du 7 au 9 mai. Ce fut la première visite du souverain pontife sur une terre majoritairement orthodoxe, et elle suscita une grande émotion populaire, attirant des dizaines de milliers de Roumains sur les lieux de cérémonie.

Ce recours à l'histoire et à la religion ne doit pas masquer le fond, politique, du débat. La minorité qui soutient la position pro-occidentale des autorités s'appuie sur deux types de raisonnement. Le plus courant invoque la raison d'État : entre les Occidentaux et la Russie (ou l'axe Moscou-Minsk-Belgrade), le seul choix raisonnable, conforme à l'intérêt national du développement démocratique de la Roumanie, est l'Occident. C'est l'argument de la majorité gouvernementale, des intellectuels libéraux et d'une partie des démocrates, qui présente une forte dimension anticommuniste. Le deuxième raisonnement insiste sur le drame des Albanais du Kosovo et l'inacceptabilité de la purification ethnique. Il est moins fréquent, en partie à cause du malaise que suscite, même chez les démocrates, la question du droit des minorités.

Le champ des opposants à l'intervention, beaucoup plus vaste, couvre, lui, l'ensemble des courants idéologiques, des démocrates aux rouges-bruns. Ici aussi, on peut schématiquement distinguer un courant assez faible, « légaliste-pacifiste », dont les tenants s'inquiètent de la violation du droit international, de la marginalisation de l'ONU et doutent de l'efficacité des frappes pour apporter une solution au conflit. Des accents anti-américains peuvent surgir dans ce discours. Certains de ses arguments sont repris par les tenants d'un deuxième courant, beaucoup plus massif, qu'on peut qualifier de « souverainiste ». Sous des formes modérées ou extrêmes, ce courant dénonce le coup porté par l'OTAN au principe de souveraineté au profit d'une minorité perçue comme sécessionniste. Il illustre la crainte des menaces que font peser sur la souveraineté les attaques par le bas, c'est-à-dire par la revendication minoritaire – c'est l'énonciation du problème magyar – et par le haut, du fait de l'évolution du droit international, de la mondialisation et

des ambitions hégémoniques des États-Unis. Globalement, le débat sur le Kosovo montre une intensification de l'anti-américanisme.

L'attachement passionnel à la souveraineté nationale révèle une fois de plus le poids de l'héritage : l'indépendance et la souveraineté occupaient une place centrale dans le système de valeurs du régime Ceausescu. Ainsi, l'intervention des Occidentaux en Serbie est comparée à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. Le rejet par Ceausescu de la théorie brejnévienne de la souveraineté limitée, sa résistance à l'hégémonie soviétique sont revalorisés. Ce raisonnement favorise le repli sur la roumanité et la tentation de l'isolement. On en arrive à rejeter le « choix manichéen entre l'Ouest et l'Est », à défendre une différence qui s'enracine dans l'histoire et s'illustre dans la synthèse unique de la latinité et de l'orthodoxie⁷.

En fin de compte, le débat suscité par la crise du Kosovo éclaire un déficit de modernité – politique et culturelle – qui affaiblit la démocratie roumaine. C'est dire que l'avenir, encore incertain, de celle-ci dépendra également de la façon dont les pays occidentaux et les institutions européennes sauront la soutenir à travers des projets cohérents et durables de développement.

1. La minorité hongroise comptait 1,62 million de personnes au recensement de 1992, soit 7,1 % de la population de la Roumanie.

2. Sondage d'opinion « Metro Media Transilvania » sur la période 1^{er}-8 novembre 1998. Selon une enquête réalisée par le même institut sur la période 7-19 mai 1999, plus de 60 % des Roumains estiment qu'avant 1989 leur niveau de vie était plus élevé.

3. Voir l'interview de l'économiste Costea Munteanu, 22, n° 10, 9-15 mars 1999, pp. 6-7.

4. Voir la lettre de l'ex-adjoint de Cozma dans *Adevarul*, 22 janvier 1999.

5. Sondage INSOMAR publié par *Curentul*, 9 février 1999.

6. Un sondage CURS donne 64 % d'opinions favorables pour l'Union européenne, et 52 % pour l'OTAN (*Curentul*, 23 avril 1999). Une enquête IMAS révèle, quant à elle, les ambiguïtés de l'opinion roumaine vis-à-vis de l'OTAN : 62,5 % sont favorables à l'intégration dans l'Alliance atlantique (25,2 % y sont opposés, 12,3 % ne se prononcent pas) mais 78,1 % sont opposés à l'intervention militaire de l'OTAN en Yougoslavie (enquête réalisée sur la période 15-20 mai 1999. Voir <http://www.imas.ro>).

7. Cette vision est illustrée par la déclaration du Forum démocratique de Roumanie, réunissant des intellectuels proches du PDSR, rejoints pour l'occasion par quelques sympathisants du PRM (voir 22, n° 17, 27 avril-3 mai 1999, p. 9).